



DUBLIN
Front Line Defenders – Head Office
Second Floor, Grattan House
Temple Road, Blackrock
Co. Dublin, A94 FA39, Ireland

info@frontlinedefenders.org
www.frontlinedefenders.org

phone +353 1 212 3750
fax +353 1 212 1001

BRUSSELS
Front Line Defenders – EU Office
Square Marie-Louise 72
1000 Brussels
Belgium

euoffice@frontlinedefenders.org
www.frontlinedefenders.org

phone +32 2 230 9383
fax +32 2 230 0028

12 juin 2020

Niger: La journaliste Samira Sabou détenue et accusée

Le 10 juin 2020, la journaliste et blogueuse **Samira Sabou** a été arrêtée à Niamey et accusée de diffamation en rapport avec une publication sur les réseaux sociaux évoquant une affaire de corruption. Le même jour, elle a été transférée à la prison civile de Niamey où elle est actuellement détenue.

[Samira Sabou](#) est une défenseuse des droits humains, journaliste et blogueuse. Elle est la présidente de l'Association des blogueurs pour une citoyenneté active (ABCA), qui organise des campagnes de sensibilisation, aux côtés d'autres organisations, pour promouvoir le rôle des femmes sur la scène publique et garantir leur liberté d'expression dans les médias. Elle est également l'administratrice du site d'information Magazine d'Information sur le Développement Économique et Social (MIDES).

Le 10 juin 2020, Samira Sabou a été arrêtée et accusée de diffamation suite à une plainte du fils du Président de la République du Niger, Sani Mahamadou Issoufou. Selon la défenseuse des droits humains, son arrestation serait liée à une publication sur les réseaux sociaux datant du 26 mai 2020, dans laquelle elle faisait référence à un audit du ministère de la défense concernant une surfacturation et un détournement de fonds lors de l'achat de matériel militaire pour l'armée. L'un des commentaires en dessous de la publication critiquait le fils du Président, en relation avec cette affaire, bien que Samira Sabou n'ait pas mentionné ce dernier dans sa publication. Une plainte pour diffamation a été déposée contre la journaliste par le fils du Président, Sani Mahamadou Issoufou, et elle a ensuite été arrêtée et détenue à la prison civile de Niamey.

Bien que Samira Sabou soit journaliste, elle n'a pas été inculpée en vertu des dispositions de la loi sur la liberté de la presse qui prévoit une amende. Elle est accusée de diffamation en vertu de l'article 29 de la loi sur la cybercriminalité du 25 juin 2019, et risque donc de se voir infliger une peine de prison de six mois à trois ans et une amende d'un million à cinq millions de francs CFA (environ 1525 à 7627 euros). La date de son audience n'a pas encore été fixée.

Front Line Defenders est très préoccupée par la détention de Samira Sabou et par les accusations portées contre elle, car Front Line Defenders est convaincue qu'elle est prise pour cible uniquement pour s'être exprimée sur une affaire de corruption. Front Line Defenders est aussi préoccupée par les conditions de détention de Samira Sabou, qui la mettent en danger dans le contexte du COVID-19.

Front Line Defenders exhorte les autorités du Niger à:

1. Libérez immédiatement et sans condition Samira Sabou et abandonnez toutes les charges contre elle, car Front Line Defenders pense qu'elle est détenue et accusée uniquement en raison de son travail pacifique et légitime en faveur des droits humains;
2. Veiller à ce que le traitement de Samira Sabou en détention soit conforme aux conditions énoncées dans l'"Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement", adopté par la résolution 43/173 de l'Assemblée générale des Nations unies du 9 décembre 1988;

3. Garantir en toutes circonstances que tous les défenseurs des droits humains au Niger puissent mener leurs activités légitimes de défense des droits humains sans crainte de représailles et sans aucune restriction, y compris le harcèlement judiciaire.

Front Line Defenders Board of Trustees

Denis O'Brien, Noeline Blackwell, Jim Conway, Mary Lawlor, Maria Mulcahy, Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe)

Front Line Defenders Board of Trustees

Denis O'Brien, Noeline Blackwell, Jim Conway, Mary Lawlor, Maria Mulcahy, Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe)

Front Line Defenders International Advisory Council

James L. Cavallaro, Maryam Elahi, Michel Forst, Hina Jilani, Maina Kiai

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor, Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co Dublin, A94 FA39, Ireland

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor, Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co Dublin, A94 FA39, Ireland.

Company No. 593190; Registered Charity No. 20045241; CHY 14029

Front Line Defenders Board of Trustees

Denis O'Brien, Noeline Blackwell, Jim Conway, Mary Lawlor, Maria Mulcahy, Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe)

Front Line Defenders International Advisory Council

James L. Cavallaro, Maryam Elahi, Michel Forst, Hina Jilani, Maina Kiai

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor, Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co Dublin, A94 FA39, Ireland.

Company No. 593190; Registered Charity No. 20045241; CHY 14029